Société

LM

Les militants laïques souhaitent que l'école s'empare de cette question.

Vieux-Port. La laïcité fête son grand et bel âge jeudi 9 décembre.

Une journée pour apprendre

Mardi 7 décembre 2010 La Marseillaise

■ La laïcité est à la fête, jeudi 9 décembre, pour sa deuxième année à Marseille et dans tout le pays. À l'initiative du Centre départemental d'études et d'éducation permanente (CDEEP), qui regroupe six loges maçonniques d'obédience laïque dont le Grand Orient de France (GODF), et d'un partenaire de cette journée, l'Observatoire de la laïcité de Provence et du pays d'Istres.

Comme en 2009, un chapiteau accueillera, toute la journée, des conférences sur le thème de la laïcité, sur le Vieux-Port, quai de la Fraternité. Et une vingtaine de personnes ira à la rencontre du public pour expliquer, tracts et documents à l'appui, ce qu'est la laïcité, sa philosophie, souvent mal comprise par les citoyens. *« La laïcité est l'un des principes civilisationnels le plus aboutit. C'est l'art de vivre ensemble, une belle façon d'organiser la vie dans la société et celle des individus aux convictions religieuses et philosophiques si diverses et parfois opposées »*, décline Joël Dechaume du GODF. Les participants entendent tordre le cou aux idées fausses comme quoi la laïcité serait l'ennemie des religions. Au contraire, selon eux, elle garantit la liberté de conscience, d'expression et l'émancipation humaine en dehors de tout communautarisme.

Pour Gustave Ispa de l'Observatoire de la laïcité, *« elle est le meilleur moyen de préserver l'espace public et de ne pas fermer les yeux sur l'intolérance au nom de la tolérance »*. Et c'est la constitution de la République française qui consacre la loi du 9 décembre 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État, *« un événement qui mérite bien une fête le même jour »*, souligne René Kamoun.

Autre bataille importante, celle des idées pour une reconnaissance officielle de la fête de la laïcité tous les 9 décembre. Un courrier a même été adressé aux parlementaires de la région Paca proposant le dépôt d'un projet de loi allant dans ce sens, la même chose sera faite au plan national. A défaut de loi, ces militants laïcs verraient d'un bon œil que les écoles s'en emparent.

P.BTE.